

« Quelle indépendance ? »

Editorial de Pius Njawe

(*Le Messenger**, 19 mai 2010)

Après le Sénégal le mois dernier pour son indépendance, c'est au tour du Cameroun de célébrer avec faste et solennité les cinquante ans de sa « souveraineté » et de sa réunification. Plus d'une dizaine d'autres pays du continent sont dans la même logique de célébration. Bien plus, la France de Nicolas Sarkozy s'apprête à marquer d'une touche particulière cet événement, en recevant sur les Champs Elysées à Paris, pour le 14 Juillet français, autant de chefs d'Etat et leurs armées. Comme un administrateur de colonie qui convoquerait pour un rassemblement en Métropole des chefs indigènes de ses colonies.

L'année 2010 est donc, pour la plupart des pays africains, notamment francophones, une année jubilaire. Chacun y va de son génie pour marquer l'événement, les uns plus ingénieux que les autres, mais avec comme dénominateur commun d'importants déploiements militaires et de grands banquets d'Etat, et comme témoins de nombreuses personnalités du monde entier, soigneusement triées sur le volet. C'est, semble-t-il, à qui réunirait le plus grand et beau parterre. N'avons-nous pas entendu Maître Abdoulaye Wade se venter, l'autre jour sur Africa 24, d'avoir réuni le mois dernier à Dakar 21 chefs d'Etat ? On est pressé de savoir ce que dira son homologue camerounais Paul Biya bi Mvondo au lendemain de la célébration du double cinquantenaire qui se déroule actuellement à Yaoundé...

En attendant, force est de constater que si les célébrations se suivent et se ressemblent dans l'ensemble, chacun essaie d'y mettre sa touche : à Dakar on a inauguré le « monument de la Renaissance africaine » ; à Yaoundé on débat sur l'avenir de l'Afrique à travers une conférence internationale baptisée « Africa 21 ». Si à Dakar les langues se sont aussitôt déliées pour dénoncer le monument comme onéreux dans l'un des pays les plus pauvres de la région, à Yaoundé personne n'ose encore demander aux organisateurs de ces cinquantenaires ce que coûte au contribuable camerounais la conférence internationale et les autres activités connexes. Pour dire qu'ici aussi il y a un dénominateur commun : la gabegie. Car à vrai dire, qu'est-ce que le petit peuple de Joal au Sénégal ou de Mvomeka' a au Cameroun aura comme retombée de ces célébrations budgétivores dans des pays où les ménages peinent à « mettre la marmite au feu », où les enfants ne vont pas à l'école faute d'argent, et où l'on meurt de maux de tête ou de fièvre parce qu'on n'a pas pu s'offrir quelques comprimés de paracétamol ?

Que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas ici de condamner la célébration des cinquantenaires, mais plutôt de dénoncer la conception qui en a été faite, à savoir l'affaire d'une certaine élite intellectuelle et politique soigneusement triée sur le volet. Avec une programmation davantage destinée à se donner bonne conscience et plaire à une communauté internationale qui ne demande pas mieux pour distribuer des satisfécits. Quid donc des cinquantenaires des peuples ? Ne pense-t-on pas qu'avant de réfléchir sur l'avenir de l'Afrique dans le concert des Nations, on aurait dû tout au moins amorcer la réflexion sur celui du Cameroun et des Camerounais, au travers de fora de discussions du plus bas niveau (districts ou arrondissements) à l'échelle nationale, question d'amener le peuple profond à dresser son propre bilan des cinquantenaires afin de mieux participer aux projets d'avenir requérant son adhésion ? Une initiative citoyenne allant dans ce sens, l'Assemblée des peuples de Marie-Louise Eteki Otabela en l'occurrence, a même été réprimée à Douala lundi

dernier, alors que le président Biya affirmait hier mardi à l'ouverture de la conférence de Yaoundé que la paix est un leurre si les droits fondamentaux des citoyens ne sont pas garantis.

Pour nous en tout cas, le cinquantenaire de l'« indépendance » devrait être pour tout pays africain l'occasion de s'interroger honnêtement, c'est-à-dire sans complaisance, sur le contenu réel de cette « indépendance » que l'on célèbre avec tant de faste. En effet, la réflexion dans l'humilité ne devrait-elle pas prendre le pas sur les parades militaires et autres cérémonies gargantuesques qui relèguent aux calendes grecs l'indispensable débat citoyen qui seul peut conduire l'Afrique à une véritable indépendance ? A vrai dire, y a-t-il même lieu de festoyer, de commémorer de cette façon les indépendances dans une Afrique qui, cinquante années après, n'est toujours pas maître de son destin ? Où est donc cette maturité dont parlait hier le président Biya dans son discours d'ouverture de la conférence de Yaoundé quand le prix du kilogramme de café produit à Kékem, ou du cacao de Mbangassina est fixé à Londres ? Où est donc cette maturité quand le prix de ces mêmes produits est de nouveau fixé en occident lorsqu'ils nous reviennent manufacturés ? Où est cette maturité quand, pour me rendre de Douala à Bamako ou Dakar je dois acheter des euros que je revends une fois à destination pour obtenir des francs Cfa alors que Douala, Bamako et Dakar ont tous pour monnaie le franc Cfa ? Pouvons-nous jurer aujourd'hui, la main sur le cœur, que la plupart des pays africains sont véritablement maîtres de leurs destins respectifs, et que la souveraineté dont on nous rabâche souvent les oreilles n'est pas factice ?

Reste tout de même que chaque occasion de rencontre doit être appréciée comme un lieu d'échange et de partage. De ce point de vue, « Africa 21 », indépendamment du sort qui sera réservé à ses recommandations, pourrait être un point de départ pour la conquête de l'indépendance, la vraie indépendance, de cette Afrique nouvelle que nous appelons de tous nos vœux. Et en cela, le discours délivré par Ali Bongo à l'ouverture des travaux sonne encore dans mon esprit comme une note d'espoir. Espoir que le jeune président du Gabon sera entendu non seulement par ses autres pairs africains, mais aussi et surtout par son voisin et aîné Paul Biya qu'il a eu le courage d'interpeller par rapport au leadership que le Cameroun refuse d'assumer dans la sous-région depuis l'avènement du Renouveau, et malgré sa position stratégique et son poids économique et démographique. Il faut surtout espérer qu'Ali Bongo sera compris et encouragé par ses pairs africains dans la lourde mission qu'il s'est assigné vis-à-vis de cette jeunesse africaine qui, selon lui, « peut et doit changer le monde ».

*Journal quotidien d'informations camerounais.